

WILLIAM RAMSAY

Directeur du Programme Energie, Ifri

Au cours du premier débat de ce matin, je n'ai pas pu m'empêcher de penser que l'énergie était un sujet tabou, une sorte de parenthèse autour de la santé, de l'environnement et de la migration ; ce que nous allons dire ici donnera forme à ces thématiques à l'avenir, et il me semble que nous aurions dû parler de l'énergie à cette occasion. La dernière crise énergétique de taille a eu lieu en 1974 ; il s'agissait alors d'une augmentation des prix des matières premières. Nous avons traversé des phases d'augmentation des prix des matières premières en 2006, 2007 et 2008 et nous voici de nouveau aujourd'hui face aux conséquences des prix galopants des matières premières. En conséquence de cela, il convient de réfléchir aux origines de ce phénomène ainsi qu'aux mesures qui peuvent être prises pour y remédier.

L'année dernière, lors du podium avec Anil, mes remarques étaient porteuses d'un certain optimisme ; il était raisonnable de penser que les nouveaux gouvernements en place aux Etats-Unis et au Japon allaient agir différemment, étant donné que Copenhague était en ligne de mire et que les choses prenaient forme. Les attentes liées à Copenhague étaient relativement limitées. Reste que n'avons clairement pas été à la hauteur. Nos économies avaient fait l'expérience de la croissance et l'optimisme était de mise. Au final, Copenhague a été un événement extrêmement décevant. En toute honnêteté, nous nous sommes heurtés aux limites du multilatéralisme et l'accord de Copenhague n'est au final que le produit d'un minilatéralisme spontané. Un groupe de pays s'est rassemblé, a décidé qu'ils ne pouvaient pas revenir auprès de leur électorat les mains vides, et c'est ainsi que nous avons obtenu l'accord de Copenhague.

Ce n'était pas si mal ; l'accord a eu quelque mérite, comme la cible du changement de température de deux degrés, sans oublier une certaine communauté politique autour des objectifs à atteindre. Certains engagements ont été soumis pour faire partie de l'accord après coup, et le respect de ces engagements pourrait nous faire avancer de 50 à 60% sur la route des objectifs pour 2050. La question était alors de savoir si nous étions réellement convaincus que ces cibles seraient atteintes.

La route qui mène à Cancun est plus chaotique ; les sessions de préparation n'ont pas été fructueuses, et la dernière en date à Pékin a été décevante. Le président Obama a perdu le contrôle du Congrès ; il n'a jamais présenté de manière significative le projet de loi de portée générale devant le Congrès et il s'agissait davantage d'une démarche régulatrice que d'un engagement international bénéficiant d'une approche descendante. Les 17% de réduction offerts à l'occasion du dernier sommet n'apparaissent toujours pas dans la moindre disposition législative et le président Obama est d'ores et déjà dos au mur. La prochaine élection est celle de mi-mandat le 2 novembre et si les choses se passent aussi mal que certains le prédisent, la situation va empirer au cours des deux dernières années de l'administration Obama, particulièrement si le Sénat est affaibli, ce qui semble se profiler à l'horizon. Le Sénat s'en sortira peut-être mieux avec davantage de candidats comme Christine O'Donnell qui contrarient les Républicains, mais dans l'intervalle, les choses se présentent assez mal.

Entretemps, l'UE continue de débattre à huis clos et élargit son engagement de 20% à 30%. Heureusement, le Conseil de l'Europe a décidé de ne pas faire de même la semaine dernière tant qu'il ne percevait pas d'harmonisation dans les efforts fournis par les autres pays du circuit et nous n'aurons en tout cas pas à prendre cela en considération à Cancun. Pendant ce temps, comme vous l'avez de nouveau entendu ce matin, les pays en voie de développement attendent le versement de l'acompte sur les transferts de revenus, allant de 30 milliards de dollars jusqu'à atteindre les 100 milliards. Dans quel délai pourrions-nous débloquer 30 milliards de dollars dans l'environnement économique actuel, avec la tension que cela représente pour nos économies ? Je n'ai pas bon espoir de voir cela d'ici au sommet de Cancun.

Pour le moment, les estimations du FMI montrent une croissance de 4% en 2010, ce qui est considérable, et il est question de 9,6% en Chine, 8,5% en Inde et 1,7% pour l'UE. Ces chiffres sont impressionnants ; en conséquence, nous avançons tout droit vers le pire cas de figure en matière d'émissions. La conférence intitulée Rio + 20 offre peut-être des possibilités d'avancées politiques, mais si l'on prend en considération le nombre d'élections nationales à venir en 2012, il est peu probable que des mandats sérieux soient disponibles pour le sommet Rio + 10.

Par conséquent, nous recherchons la bonne association de participants en vue de négocier une architecture descendante. S'agira-t-il du G20 ou du Forum des Economies Majeures ? Quel type de minilatéralisme peut potentiellement se mettre en place ? Il n'est pas nécessaire que de nombreux pays atteignent 60 à 80% de leurs émissions, il n'est donc pas nécessaire d'avoir un grand nombre de pays en vue d'obtenir un consensus significatif, ledit consensus pouvant poser les règles du jeu pour les quelques années à venir. Cela pourrait se produire, mais ce n'est pas actuellement le cas ; dans l'intervalle, étant donné que nous ne pouvons pas obtenir un accord descendant, le moment est venu de se concentrer sur une approche ascendante, et l'on a entendu aujourd'hui des histoires très pertinentes autour de cette approche. Nous avons besoin de bases de données, d'être à même d'évaluer, de mesurer et de vérifier, d'avancer au niveau sous-fédéral, municipal et étatique, notamment sur l'échange de droits d'émission de carbone et le système d'échange de quotas d'émission de CO₂.

Il existe un potentiel pour des accord sectoriels et un travail conséquent a été fourni en la matière pour le ciment, les produits chimiques, les engrais, le verre et l'aluminium. En règle générale, tout le monde utilise les mêmes technologies et se dispute les mêmes marchés ; certains secteurs offrent peut-être une certaine résistance, mais le problème du transfert d'émission de carbone en fonction des prix du carbone reste à démontrer. Cela ne justifie pas de délocalisations ; il existe d'autres raisons, au-delà des prix du carbone, motivant une délocalisation. En conséquence, nous devons faire preuve de davantage de détermination dans la mise en place de certains de ces mécanismes. Mettons que vous disposiez d'un système d'échange de quotas d'émission de CO₂, ainsi que d'échanges de droits d'émission du carbone dans certains états et au Japon, par exemple, et que vous trouviez une façon de les relier, vous pourriez commencer à construire une approche mondiale commune autour du carbone ainsi peut-être qu'une idée des prix du carbone avec le temps. Il y a beaucoup à faire.

Pour ce qui est des marchés énergétiques, le PIB augmente, la croissance s'accélère en-dehors de l'OCDE et la consommation d'énergie croît en conséquence ; malheureusement, les gaz à effet de serre ont une expansion rapide en raison de la teneur plus élevée en carbone et de l'efficacité moindre de certaines économies qui connaissent les croissances les plus rapides. Au sein de l'OCDE, le phénomène des gaz de shale, découvert récemment, fournit un pont vers l'avenir, mais en pont en carbone ; ainsi devons-nous être attentifs à ne pas croire que nous sommes quasiment arrivés à bon port alors que nous fermons des usines de charbon au profit de raffineries de gaz. Cela ne fonctionnera pas. Nous devons garder à l'esprit la teneur en carbone et le fait que le gaz ne génère pas d'économies importantes, peut-être 50% ; c'est beaucoup, mais cela reste insuffisant.

Les événements des derniers jours - les pirates somaliens, les ouragans, le déversement d'hydrocarbures dans le Golfe ainsi que la destruction d'oléoducs au Niger - nous ont rappelé que les désastres énergétiques peuvent inciter à se tourner vers des énergies à faible teneur en carbone. De nombreux éléments devraient inciter à utiliser des options à faible teneur en carbone, dont on voit déjà des signes positifs. L'efficacité énergétique de l'OCDE connaît de nouveau une amélioration. L'effort mondial en faveur des véhicules électriques prendra du temps mais est en mouvement. On note davantage d'investissements dans l'énergie à faible teneur en carbone, certains par le biais de mesures de stimulation, d'autres par le biais de programmes de subvention, et d'autres grâce à la prise de conscience qu'il est nécessaire d'avancer dans cette direction. Ces stratégies sont particulièrement utiles.

Les chemins vers l'avenir sont connus ; on sait que l'on peut obtenir de bons résultats de la capture et du stockage du CO₂ s'ils sont déployés suffisamment vite, avec des réductions en CO₂ de l'ordre de 19%, les énergies renouvelables apportant pour leur part 20%, le nucléaire 5 à 10%, le remplacement des hydrocarbures 15% et l'efficacité 45%. Qui travaille sur l'efficacité ? Tout le monde en parle, mais peu passent à l'action. L'efficacité n'a aucun coût, et pourtant personne ne poursuit cette piste, du moins politiquement. Je pense que nous pourrions décroître les émissions à 14,5 milliards de tonnes d'ici à 2050, mais nous n'en prenons pas le chemin. Les émissions continuent de croître à l'échelle mondiale ; elles ont augmenté de 1,1% entre 1990 et 2000 et de 3% sur les sept années qui ont suivi, en grande partie en raison du charbon. Nous sommes au point où les prévisions annonçant que nous pouvons atteindre ces objectifs grâce à des stratégies d'atténuation ne sont plus en accord avec la réalité.

Les objectifs peuvent-ils être atteints par le biais de l'atténuation, et y aurait-il un risque, en déplaçant le centre de focalisation sur l'adaptation, que les hommes politiques affirment que les décisions difficiles devront être prises dans cinquante ans, ce qui est bien plus facile politiquement que de faire face à la situation aujourd'hui ? Si les décideurs se mettaient à parler d'adaptation et cessaient l'atténuation, la situation deviendrait critique.

Ban Ki-Moon a parlé ce matin de pauvreté énergétique. Le mois dernier le sommet sur les OMD a donné lieu à une soumission de l'AIE, de l'ONUDI et du PNUD. Il n'existe pas d'OMD pour l'énergie ; néanmoins, les projets pour réduire la pauvreté extrême d'ici à 2015 s'avèrent fondamentalement inutiles si l'on ne combat pas la pauvreté énergétique, et aucun des autres objectifs des OMD ne sont réalisables sans faire face à la pauvreté énergétique. A travers le monde, 1,4 milliards de personnes n'ont pas accès à l'électricité, dont 40% en Afrique, 30% en Inde et 27% en Asie. Près de 2,7 milliards de personnes s'appuient sur la biomasse traditionnelle pour la cuisine et l'électricité et davantage de femmes et d'enfants meurent prématurément de la pollution générée par la biomasse que de la malaria, de la tuberculose ou que du virus du SIDA, à une cadence de 1,5 millions par an, soit environ 15 personnes depuis que je vous parle.

Seuls 31% des Africains subsahariens ont accès à l'électricité alors que les New Yorkais consomment la même quantité de térawatts par heure que les 791 millions d'Africains. En conséquence, le PNUD, l'ONUDI et l'AIE ont mis au point ce qu'ils ont baptisé un accès universel à l'énergie, dans le but de fournir un accès accéléré à des cuisines propres ainsi qu'à l'électricité. Les buts sont ambitieux et ont le mérite de mettre en place une cible politique. L'objectif d'un meilleur accès à l'électricité à l'horizon 2030 représente un coût de 700 milliards de dollars, soit environ 33 milliards par an ; le coût de combustibles de cuisine plus propres s'élèverait à 56 milliards de dollars, soit environ 2,6 milliards par an, soit encore 1 dollar par bénéficiaire et par an. Je pense que nous devrions être en mesure de trouver une forme d'aide au développement dans ces domaines qui proposent des moyens rentables d'améliorer la vie d'un grand nombre de personnes.

Les subventions sont un autre moyen. Les subventions faussent les prix de l'énergie sur les marchés mondiaux. Il existe des raisons tout à fait valables pour justifier les subventions et on ne peut pas tout bonnement les éliminer. En revanche, on pourrait les distribuer de manière plus efficace. Environ 252 milliards de dollars sur les 312 milliards dépensés à travers le monde pour les subventions annuelles sont adressés aux pays en voie de développement, soit sept fois plus que l'investissement nécessaire chaque année pour fournir l'accès accéléré dont j'ai parlé précédemment. Redistribuer les subventions inefficaces pour fournir cet accès constituerait une politique saine. Et faisable ; nous pouvons faire baisser le taux de CO₂, nous pouvons faire baisser la pauvreté. Les outils sont à notre disposition. Malheureusement, la volonté politique est absente. Dès qu'elle sera présente, nous devons fournir le mode d'emploi au secteur privé, car tout l'argent officiel du monde ne parviendra pas à effectuer cette tâche. Elle nécessitera le secteur privé, et si ce dernier ne dispose pas du mode d'emploi, des conseils, d'un environnement d'investissement stable, du coût du carbone et autres données indispensables, il n'y parviendra pas.